

**Séance ordinaire du
jeudi 30 mars 2017**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix sept et le trente mars, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI-MONTELS, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Gérard CASTRE, Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Michaël DELAFOSSE ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Christian DUMONT ayant donné pouvoir à Nancy CANAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI.

Absents :

Françoise BONNET, Perla DANAN, Clare HART, Patrick VIGNAL.

Excusés : Sonia KERANGUEVEN.

**Création d'un service commun des ressources humaines et relations sociales entre
la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole**

Dotée d'un pacte de confiance métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a posé les bases d'une intercommunalité consentie et négociée. Cette nouvelle gouvernance des relations entre la Métropole et ses communes place la coopération au cœur de son projet politique.

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. La création de ces services communs est codifiée à l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales.

Sur ce fondement et dans cet esprit de coopération, la délibération n°13755 du 14 avril 2016 a approuvé la mutualisation de l'équipe de direction générale de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier et notamment la fonction de Directeur du pôle Ressources Humaines et Relations Sociales.

Les directions des Ressources Humaines de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole collaborent ainsi de plus en plus étroitement depuis près d'un an, au travers de réunions communes et d'une démarche de co-construction d'un pôle ressources humaines et relations sociales rassemblé.

Cette mutualisation de la fonction ressources humaines est une priorité pour accompagner la mutualisation des autres directions et départements mais aussi et surtout pour amplifier le rapprochement des politiques de ressources humaines des deux collectivités au service des parcours professionnels des agents, de la qualité de vie au travail et de la performance des deux organisations.

Si elle concerne plus spécifiquement la Ville et la Métropole, cette mutualisation n'est pas exclusive puisqu'elle s'accompagne d'une intensification de la coopération avec le CCAS et les 30 autres communes de la Métropole dans le cadre du réseau thématique RH.

Cette mutualisation procède de la volonté de mettre les ressources humaines au cœur de l'organisation et de répondre à l'attente exprimée d'une fonction ressources humaines plus lisible et plus accessible, garante de l'équité à tous les niveaux, plus accompagnante sur un plan individuel, plus moderne, qui œuvre au quotidien pour améliorer la qualité de vie au travail et établit le dialogue à tous les niveaux comme levier essentiel de la réussite des changements.

L'organisation mutualisée proposée repose sur trois directions thématiques et une direction transversale, avec des niveaux d'intégration différenciés en fonction des possibilités et des opportunités :

- La Direction du pilotage et de la modernisation des ressources humaines,
- La Direction de l'administration des ressources humaines,
- La Direction des parcours professionnels et des compétences,
- La Direction de la qualité de vie au travail, du dialogue social et de l'accompagnement managérial.

Les modalités de cette mutualisation sont consignées dans une convention, en vertu de laquelle le pôle ressources humaines et relations sociales est gérée par la Métropole et placé, en fonction de la mission réalisée, sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Il est convenu que les dépenses mutualisées dans le cadre de chaque convention, qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront remboursées par la Ville de Montpellier à la Métropole selon une clé de répartition des dépenses entre entités à hauteur de 65 % pour la Ville et de 35 % pour la Métropole.

Le Comité technique de Montpellier Méditerranée Métropole a été saisi le 21 mars 2017 pour avis sur la convention de service commun et la fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis des agents concernés, ainsi que l'assemblée délibérante.

Le Comité technique de la Ville de Montpellier a été également saisi le 22 mars 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la création du service commun des ressources humaines et relations sociales entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser l'autorité territoriale à signer la convention de service commun afférente telle que présentée en annexe.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est à la majorité.

Pour : 60 voix
Contre : 0 voix
Abstention : 0 voix
Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le :

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention service commun

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20170330-2453-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 04/04/17
Réception en Préfecture : 04/04/17

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.